Burundi : ces aveux télévisés qui tombent à point nommé pour le pouvoir

RFI, 21-03-2016 C'est Ã la mode depuis quelque temps au Burundi oÃ¹ les mÃ©dias indÃ©pendants ont Ã©tÃ© rÃ©duits au silenceÂ : le pouvoir prÃ©sente sur les mÃ©dias publics des membres de mouvements rebelles naissants qui se seraient rendus et qui avouent tout un tas de choses. La sÃ©quence tÃ©lÃ© de samedi Ã©tait trÃ¨s attendue, car la police avait promis des aveux fracassants de la part de Â«Â criminels terroristesÂ Â» repentis, le nom que les autoritÃ©s donnent officiellement aux opposants armÃ©s ou non qui combattent le troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. [Le site de la RTNB a mis en ligne la vidÃ©o des Â«aveuxÂ» du meurtre des trois soeurs dans le quartier de Kamenge en septembre 2014]. Pendant 30 minutes, deux nouveaux repentis ont avouÃ© avoir participÃ© Ã de nombreux crimes dont certains Ã©taient attribuÃ©s par l'opinion Ã des services publics, ce qui les blanchit comme par miracle, malgrÃ© de nombreuses incohÃ©rences.. Le premier a prendre la parole dit s'appeler Clovis.Â L'incendie d'un supermarchÃ© chinois, le T2000, en septembre 2015Â ? C'Ã©tait lui, avec trois autres personnes, tous envoyÃ©s par l'opposant Alexis Sinduhije, la bÃªte noire du pouvoir burundais. Le procureur avait pourtant conclu qu'il s'agissait d'un accident. L'assassinat de trois vieilles religieuses italiennesÂ dans le quartier de Kamenge dans le nord-est de la capitale en 2014 et que la police burundaise avait attribuÃ© Ã un dÃ©sÃ©quilibrÃ©, sans convaincreÂ ? Toujours lui et toujours Ã quatre, assure Clovis, qui met en cause encore une nouvelle fois Alexis Sinduhije, dans ce crime qui avait bouleversÃ© le monde. Enfin, il a donnÃ© sa version des conditions dans lesquelles trois journalistes, Â«Â des BlancsÂ Â» dit-il, avaient filmÃ© les premiers des rebelles burundais dans un quartier de Bujumbura en novembre 2015. Parmi les trois, deux journalistes duÂ MondeÂ qui n'Ã©taient pas du tout au Burundi Ã l'Ã©poque. Viols simulÃ©s Le second repenti, lui, s'est concentrÃ© essentiellement sur les nombreux cas de viol dont sont accusÃ©es l'armÃ©e et la police duÂ Burundi. Il jure que les accusations de Human Rights Watch sont basÃ©es sur des sÃ©ances de viol simulÃ©es, de quoi surprendre car l'organisation amÃ©ricaine se base dans ses rapports Â«Â uniquementÂ Â» sur des tÃ©moignages de victimes. De plus, l'ONG n'a pas publiÃ© ou portÃ© d'accusations sur des cas de viols au Burundi ces derniers mois. Il s'agit plutÃ´t d'un rapport du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Ces aveux passÃ©s Ã la tÃ©lÃ©vision nationale samedi soir ont en tout cas suscitÃ© des dÃ©bats enflammÃ©s sur rÃ©seaux sociaux. Les tenants du pouvoir exultent et parlent d'un quasi Â«Â complot mondialÂ Â», et les opposants eux se moquent d' Â«Â un tissu de mensonge incohÃ©rentÂ Â».